

## **A l'Insee et à la Dares, les syndicats dénoncent des « pressions politiques »**

LE MONDE | 22.02.06 | 14h19 • Mis à jour le 22.02.06 | 14h19

L'inquiétude grandit chez les statisticiens. Dans deux tracts distribués aux personnels de l'Insee et de la Dares, le service statistique du ministère de l'emploi, les syndicats dénoncent *"les pressions politiques sur les chiffres de l'emploi"*.

La CGT, la CFDT, FO et la section SUD de l'Insee s'émeuvent des propos attribués à l'entourage du ministre de l'emploi, Jean-Louis Borloo, dans le Parisien du 11 janvier 2006, critiquant les méthodes de calcul de l'Insee et de la Dares. Selon les syndicats, l'opinion publique doit "croire que la situation de l'emploi s'améliore vite et fort grâce aux nouveaux contrats précarisant le travail des jeunes et des seniors. Et pour cela, il s'agit de décrédibiliser les statistiques actuellement disponibles tant qu'elles ne confirment pas le credo gouvernemental."

Au ministère de l'emploi, la CGT, l'UNSA, le SNU, le Syntef-CFDT et SUD ne disent pas autre chose. En pleine période de débat parlementaire et de contestation contre le contrat première embauche (CPE) du gouvernement de Dominique de Villepin, la polémique sur la pertinence des statistiques de l'emploi est très politique. "Nous ne voulons pas travailler sous la pression du cabinet de M. Borloo, qui nous suggère les chiffres que l'on doit trouver", indique ainsi un syndicaliste CGT du ministère de l'emploi. "On ne peut pas laisser dire que les entreprises créent des dizaines de milliers d'emplois et que les statisticiens ne le verraient pas", dit encore ce militant qui préfère garder l'anonymat.

De fait, les chiffres sur les créations d'emploi sont sensiblement différents selon les différents services de statistiques, Insee, Dares ou encore Unedic. Les champs étudiés ne sont pas les mêmes : difficulté d'intégrer les très petites entreprises par l'Insee, emplois créés par les collectivités territoriales non pris en compte, etc.

### **DES STATISTIQUES "PLUS RAPIDES"**

"Pour des tas de raisons historiques, le secteur des services à la personne, public ou privé, n'est pas pris en compte, les statistiques de l'Insee, c'est l'Union des industries métallurgiques et minières, les grandes entreprises", explique ainsi Jean-Louis Borloo, convaincu que les services à la personne vont générer la création de 500 000 emplois en trois ans. Soucieux d'apaiser les esprits, il ajoute : " Le but n'est pas qu'ils sortent un chiffre unique, nous voulons que les différents organismes se parlent entre eux, et des statistiques plus rapides." A cette fin, un groupe de travail regroupant des responsables de l'Insee, de la Dares, de l'Unedic et de l'ANPE s'est déjà réuni à plusieurs reprises.

"Nous ne sommes pas en désaccord sur le fait que l'on peut améliorer le travail statistique", affirme, de son côté, Julie Herviant, de la CGT-Insee. A condition de ne pas casser l'outil parce qu'il ne donnerait pas les bons résultats, dit-elle. A condition aussi que "l'on ait les moyens, les budgets et que l'on respecte notre indépendance", ajoute Denis Deuguen, de SUD.

**Rémi Barroux**

Article paru dans l'édition du 23.02.06